

Le lâchage des Kurdes de Syrie : l'incroyable faute morale et géopolitique des Etats-Unis et de l'Occident



L'armée turque a lancé une opération militaire dans le nord de la Syrie contre les forces kurdes. Alexandre del Valle revient sur l'abandon des Kurdes et aborde cette question avec Randa Kassis, une opposante syrienne modérée et laïque.

Avec Alexandre Del Valle

Après le précédent lâchage des Kurdes d'Afrin et de l'Ouest de la Syrie, où l'armée turque et les milices islamistes pro-turques ont depuis massacré et délogé les Kurdes à l'Ouest de l'Euphrate, c'est cette fois-ci le lâchage des Kurdes de l'Est-syrien que le président américain Donald Trump a décidé dimanche soir dernier après s'être "entendu" par téléphone avec le néo-Sultan turc Erdogan. Alexandre del Valle revient sur cet abandon des Kurdes – critiqué avec justesse par nombre de politiques et d'autorités morales d'Occident – qui était en fait annoncé, prévisible et inévitable pour des raisons évidentes d'intangibilité des frontières et de Realpolitik cynique. Et il a rencontré pour en parler et y voir plus clair l'opposante syrienne modérée et laïque, Randa Kassis, la présidente de la plateforme d'Astana qui défend l'idée d'une Syrie pluraliste, laïque et démocratique post-Assad à la fois débarrassée de la dictature baassiste-Assad, de l'islamisme radical et ouverte au pluralisme politique et ethno-confessionnel dans lequel Sunnites, Chiites, chrétiens (Araméens, arméniens; arabes, etc), Alaouïtes et druzes et bien sûr Kurdes auraient le droit de préserver leur cultures et religions dans le cadre d'un système pluraliste et fédéral qui n'est ni du goût du régime syrien centraliste ni de celui de la Turquie existentiellement anti-Kurdes et qui voit dans le PKK et ses alliés kurdes-syriens des YPG et FDS des "terroristes".

Les forces armées turques et l'Armée nationale syrienne (ANS, nouveau nom des rebelles syriens appuyés par la Turquie), ont initié l'opération "Source de paix" dans le nord de la Syrie contre les Kurdes. Afin de "faciliter" cette offensive, les forces alliées occidentales (Américains, Français et Britanniques), se sont retirées de plusieurs points pour laisser agir Ankara. Une trahison terrible - mais prévisible - pour les Kurdes et leurs soutiens. Mais qui croit encore à la fiabilité des Occidentaux et à leur fidélité, eux qui avaient promis un Etat kurde et un Etat arménien en 1920 (traité de Sèvres) et qui ont trahi alors leur promesse face à la détermination d'Atâtürk et non sans avoir laissé ses prédécesseurs "jeunes turcs" et sultans génocider 1,5 millions d'Arméniens et de chrétiens syriaques-araméens sans parler Grecs pontiques ethniquement purifiés...

Dès mercredi après-midi, l'aviation et l'artillerie turques ont donc sans aucune surprise pilonné les zones frontalières du nord de la Syrie – Tall Abyad, Ras Al-Aïn, Kamechliyé, Ayn Issa et Kobané –, ce qui a déclenché l'exode de plusieurs milliers de Kurdes.

L'opération a déjà fait au moins 15 morts, dont 8 civils. Les soutiens des Kurdes rappellent à juste titre que les forces kurdes de Syrie

(YPJ-YPG) et les FDS (forces démocratiques syriennes arabo-kurdes) alliées des Américains, des Français et des Britanniques depuis au moins 2015 (et depuis bien plus longtemps en Irak), ont combattu héroïquement Daech et d'autres légions jihadistes (Al-Nosra/Al-Qaïda; HTS) depuis le début de la guerre civile syrienne. Toutefois, la situation de la Turquie, membre majeur de l'OTAN au carrefour de la Méditerranée, de la Mer noire, du Proche Orient et du Caucase, est si stratégique que même le président Trump a dû faire des concessions à Ankara. Rappelons que pour le pouvoir national-islamiste turc de M. Erdogan, l'ennemi numéro un n'a jamais été les jihadistes et les islamistes radicaux qui composent l'essentiel de l'opposition armée et politique syrienne anti-Assad, mais les Kurdes séparatistes, accusés de "terrorisme", tant ceux de Turquie, persécutés politiquement et régulièrement pilonnés par l'Armée turque dans leurs villages, que ceux Syrie, structurellement et idéologiquement liés au PKK kurde de Turquie dont le chef historique Abdullah Oçalan est toujours en prison en Turquie. A la lumière de cette définition très claire de l'ennemi principal qu'est le nationalisme kurde, le redoutable président-Sultan turc et son armée ont (de leur point de vue) fait preuve d'une grande cohérence en concentrant toute leur action (certes tactiquement changeante) en Syrie sur la lutte contre les seuls "terroristes" kurdes du "Rojava", le Kurdistan autonome qu'Ankara est prêt à combattre quitte à s'allier avec n'importe qui ou à rompre avec ses alliés traditionnels occidentaux. Et pour obliger ces derniers à lâcher progressivement les Kurdes sous couvert de lutte contre les "terroristes" en Syrie et en exigeant un "couloir turc" tout le long du nord de la Syrie, Erdogan n'a pas hésité à se rapprocher tactiquement de son ancien ennemi russe Vladimir Poutine et même de l'Iran puis de certaines organisations kurdes irakiennes et du pouvoir irakien, voire même à cesser de combattre le régime de Bachar al-Assad puis à travailler avec ses protecteurs (rencontres de Sotchi, Astana, Istanbul et Téhéran) pourvu que les Kurdes soient refoulés, écartés, combattus. Rappelons en passant aux philo-Kurdes pro-Américains "déchus" par Trump que ce dernier avait promis à Erdogan, en décembre 2018, qu'il acceptait que la Turquie instaure sa "zone de sécurité" de 32 kilomètres de profondeur, de l'Euphrate, à l'Ouest, jusqu'à la frontière irakienne, à l'Est, là où les YPG kurdes ont établi leur contrôle. Toutefois, face à la lenteur et aux obstructions des milieux stratégiques américains non-résolus à laisser faire Erdogan et à lâcher les Kurdes, le président-sultan turc a renoué avec sa stratégie du chantage en achetant des systèmes de défense russes S-400, ce qui a plus qu'embarrassé l'OTAN et les Etats-Unis qui disposent de bases militaires très importantes en territoire turc. Meilleur négociateur que Donald cette fois-ci, R. T. Erdogan est ainsi parvenu à faire comprendre aux Occidentaux - qui n'osent jamais exclure la Turquie de l'OTAN et qui redoutent le rapprochement russo-sino-irano-turc - que la Turquie se rangerait du côté du camp anti-occidental si Washington continuait d'aider les séparatistes kurdes à mettre en place leur Etat autonome en Syrie ou ailleurs. Cette ligne rouge a été très bien comprise par le pragmatique Trump. D'où le lâchage des Kurdes qui se sont pourtant battus plus qu'héroïquement contre Daech. L'Etat islamique n'a d'ailleurs pas été vaincu seulement par les drones et avions de combats américains et la "coalition occidentale", contrairement à ce qu'a dit Donald Trump, mais surtout par les milices kurdes des YPG et des FDS dont le nombre de martyrs avoisinerait, selon les YPG-YPJ, onze mille martyrs, puis 25000 blessés et 1000 handicapés à vie.

Atlantico / Alexandre Del Valle : Mme Randa Kassis, en tant que personnalité politique très impliquée dans les pourparlers sur la Syrie, quelle a été votre réaction après la déclaration, dimanche dernier, du président américain Donald Trump, de retirer les troupes américaines du Nord de la Syrie? S'agit-il d'un "lâchage" ?

Randa Kassis: La décision hâtive des Etats-Unis de retirer ses troupes de la zone Nord-Est de la Syrie est en soi une grande erreur stratégique, une faute morale et une faute géopolitique en même temps. Elle s'avérera d'ailleurs non-productive si nous souhaitons d'établir "un jour" la paix en Syrie, car le déplacement des populations voulu par Erdogan au nom de son idée fixe d'instaurer un "couloir de sécurité" tout au long du Nord-Est syrien, va renforcer la "guerre dans la guerre" et ne peut que bénéficier aux jihadistes de Daech qui se réjouissent d'ailleurs déjà à l'idée que les Turcs libèrent les prisonniers de Daech des FDS/YPG kurdes de leurs prisons...

ADV: Donald Trump paraît avoir un peu évolué depuis sous les pressions de son propre camp républicain et affirme maintenant que l'économie de la Turquie serait "détruite" si Erdogan massacre les Kurdes et que tous les militaires américains ne vont pas partir?

RK: La position du Président Trump évolue chaque jour, donc il est difficile de comprendre sa réelle réaction à une offensive Turquie violente puisqu'il est passé de la menace de "détruire l'économie Turquie", s'ils dépassaient les bornes, à une réaction plus mesurée hier, lors du début de l'opération turque... Il a en effet déclaré : "c'est une mauvaise idée, les Turcs doivent éviter une crise humanitaire". J'estime par conséquent que ses réactions sont erratiques.

ADV: En quoi le lâchage US est une faute morale? N'est-ce pas la loi des relations internationales et de la géostratégie et du pouvoir que de ne pas être morale?

RK: Laisser une partie de la Syrie à la merci des Turcs qui n'hésiteront aucunement à attaquer massivement cette région puis qui ne cachent même pas leur plan de substitution démographique est une véritable honte, de la part du régime turc. Précisons toutefois que si Ankara n'a jamais rien promis aux Kurdes et les combat de façon continue en toute cohérence géostratégique, les Etats-Unis et tous ceux (Occidentaux/Européens) qui se taisent aujourd'hui trahissent leurs propres engagements et ligne stratégique en collaborant de facto avec l'armée d'Ankara. Celle-ci ne va d'ailleurs pas déloger des Kurdes "étrangers" en Syrie, comme les nationalistes turcs le laissent croire, mais une composante de la nation syrienne plurielle, car les populations non-arabes vivent dans cette région depuis des centaines, voire plusieurs milliers d'années pour certaines minorités, notamment les Kurdes, les Syriaques-araméens, etc. J'ajoute que cette faute majeure occidentale et bien sûr américaine, ne mettra pas seulement en péril la vie de nos concitoyens kurdes, syriaques, arabes, yézédis et autres habitants du Nord de la Syrie, mais elle va permettre à nouveau et de façon mécanique, quasi inévitable, la résurgence de Daesh, qui fut d'ailleurs un temps directement aidée par le régime turc d'Erdogan. Et ceci sera un cauchemar pour les démocraties occidentales qui devront compter avec le fait que les Kurdes ne seront plus en mesure de maintenir les 2000 jihadistes occidentaux qui se retrouveront dans la nature et réapparaîtront pour certains en Europe...

ADV: Justement, comment va-t-on gérer le problème des prisonniers jihadistes aux mains des Kurdes? Trump est-il naïf en affirmant que l'Armée et l'Etat turc saura surveiller les Jihadistes récupérés des prisons kurdes lorsqu'ils s'installeront dans la fameuse bande de sécurité du Nord Syrien?

RK: Il est illusoire de croire que le gouvernement turc actuel d'Erdogan, très pro-islamiste - soit capable de gérer ou contrôler les

118000 prisonniers islamistes et jihadistes (si l'on compte les combattants et les familles). C'est au contraire ces bombes humaines islamistes qui vont devenir une monnaie d'échange entre les mains d'un pays hostile à toute autre culture que la leur sur leur "zone d'influence", et ils les utiliseront pour monnayer je ne sais quel avantage stratégique auprès des pays occidentaux qu'ils font déjà chanter ou pour menacer tout pays ou toute minorité dans cette région qui ne soient pas en accord avec eux, ceci dans la logique impériale-néo-ottomane qui est celle d'Erdogan et de son pouvoir national-islamiste. De plus, ces combattants Islamistes-sunnites termineront le "sale travail" qui a été entamé par les Turcs en tuant nos concitoyens syriens kurdes et autres qui se trouvent dans leurs territoires sur "leur chemin".

ADV: L'offensive turque a déjà fait une vingtaine de morts ce vendredi parmi les forces combattantes turques, des milliers de civils ont fui les zones bombardées du nord-est de la Syrie. L'armée turque bombarde les civils et pas seulement les milices kurdes. Les Forces kurdes peuvent-elles résister longtemps? Peut-on éviter une purification ethnique?

RK: Je crois que les combats vont durer plus longtemps. Avec l'expérience, nous savons que tout engagement militaire entraîne un chaos humanitaire et des morts civils. Sans doute le Président Trump aurait dû mieux mesurer l'ampleur et la gravité de sa décision lorsqu'il a laissé les Turques intervenir.

ADV: Que vous inspire le fait que le régime national-islamiste d'Erdogan invoque actuellement le "processus politique" et la "lutte contre le terrorisme" pour préparer et légitimer son opération anti-Kurdes dans le Nord de la Syrie?

RK: Pour moi, ce comité constitutionnel invoqué par les trois garants pays est une véritable farce utilisée par la Turquie afin d'occuper tout simplement une partie de la Syrie et de massacrer in fine les Kurdes Syriens qui vont être remplacés par des millions d'Arabes syriens majoritairement sunnites et entourés de milices islamistes pro-Turcs. Il n'est pas très étonnant d'apprendre que les Turcs ont déjà commencé à établir des institutions islamiques dans certaines zones contrôlées par eux, ce qui permettrait au Président Erdogan de réaliser son rêve ultime de devenir le nouveau Calife contemporain... Avec tous ces événements tragiques, l'ONU reste, comme elle en a l'habitude, béatement enthousiaste pour organiser une réunion du comité constitutionnel qui est en soi une farce ridicule....

ADV: Concernant les négociations onusiennes sur le règlement du conflit en Syrie, que vous suivez de près, pensez-vous de l'action de Geir Pedersen, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, qui a déclaré que les travaux du comité constitutionnel permettront de « surmonter les différences entre les parties syriennes » puis d'« ouvrir la porte à un processus politique plus large », va dans le bon sens? .

RK: D'après moi, l'envoyé spécial Geir Pedersen s'est borné depuis presque un an à ne discuter qu'avec des opposants qui sont pour la plupart des affidés de la Turquie..., ce qui démontre sa naïveté ou le fait qu'il ait renoncé depuis le début de sa mission à toute solution créative. Selon moi, une bonne solution devrait en fait passer par l'inclusion réelle de toutes les composantes de cette opposition et pas seulement les islamistes sunnites pro-Turquie. En réalité, je suis désolée de dire qu'il ne reste dans ce "comité constitutionnel" que quelques opposants indépendants perdus au sein de la masse des employés salariés de la Turquie et de l'Arabie Saoudite... Le rôle joué par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ne fait naître qu'un sentiment de consternation et d'impuissance assumée. Mais rien n'est surprenant de la part d'une institution obsolète et agonisante qui ne trouve plus une seule idée pour gérer ou solutionner des dossiers tels que Chypre, la Libye, la Syrie, le Cachemire, et tant d'autres situations restées inchangées...

Pour revenir à M. Geir Pedersen, la question qu'il faut se poser est la suivante: qu'attendons-nous d'un envoyé Spécial du dossier Syrien pour l'ONU qui ne souhaite qu'entamer un "processus politique" au moyen de l'établissement d'une confiance illusoire entre un régime psychopathe et une opposition représentée par un HCN salarié par des puissances destructrices islamistes? En fin de compte, ce "comité politique" est resté un sujet important avec de laborieuses discussions pendant un an et sept mois entre les trois pays garants (Russie, Turquie et Iran) plus l'ONU et il n'a vu le jour ironiquement que quelques jours avant l'opération militaire turque anti-Kurdes qui a été tristement nommée "SOURCE de Paix"... Drôle de paix puisque la mort rode déjà à la frontière turque, où les Kurdes vont être purifiés ethniquement et remplacés par des Arabes sunnites pro-Ankara tandis que les Résistants kurdes des YPG/FDS seront remplacés par des milices islamistes pilotées par le régime d'Erdogan...

ADV: Que répondre à l'argument d'Erdogan sur les 3,5 millions de réfugiés syriens présents en Turquie et leur nécessaire retour en Syrie, et qu'il aimerait justement installer comme forces d'interpositions entre la Turquie et les zones kurdes le long de cette fameuse "zone de sécurité" dans le Nord-Est de la Syrie?

RK: Il est illusoire de croire que les 3.5 millions vont retourner en Syrie, mais il est à craindre que la Turquie pousse des réfugiés à retourner en Syrie, ce qui en ferait ni plus ni moins que des boucliers humains. Cette opération nommée "source de paix" aurait dû être appelée "source du chaos". Laisser les Turcs intervenir de la sorte en Syrie est loin de la "grande sagesse" évoquée par le Président américain, mais plus proche de l'irresponsabilité.